

# L'usine TOUPNOT à Lourdes doit rester dans les Hautes-Pyrénées

L'incendie qui a détruit récemment 85% des locaux de l'usine TOUPNOT à Lourdes met en danger son avenir et menace l'emploi des 76 salariés du site. Fondée en 1932, l'usine fabrique principalement du Corned-beef (3<sup>ème</sup> producteur mondial) sous différentes marques et des plats cuisinés appertisés sous la marque CUISINE DES PYRENEES.

Elle appartient au groupe COFIGEO, leader français des plats et produits cuisinés appertisés, qui compte 1200 salariés répartis sur 9 sites de production. On y retrouve les marques William-Saurin, Zapetti, Raynal & Roquelaure, Petit-Jean et Garbit.

Les salariés de l'usine TOUPNOT sont fiers de leur métier, d'autant plus que leur savoir-faire est unique. Ils souhaitent que leur usine reste implantée dans les Hautes-Pyrénées et craignent la fermeture du site et sa délocalisation vers d'autres régions.

TOUPNOT, aujourd'hui, c'est 76 salariés et une vingtaine d'intérimaires, dans un bassin d'emplois où la proportion d'emplois précaires est très importante. Les salariés de l'usine ont à cœur de rester dans les Hautes-Pyrénées où ils sont installés avec leurs familles.

Une partie des locaux de l'usine a été épargnée par l'incendie et les assurances sont disposées à financer les investissements nécessaires à la reprise de la production. Mais pour cela, deux conditions doivent être réunies : d'abord, la volonté du groupe COFIGEO de poursuivre l'activité de TOUPNOT dans les Hautes-Pyrénées et de reconstruire sur un autre site géographique. Des propositions en ce sens ont déjà été formulées par la Ville de Lourdes et par la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

Vendredi 25 janvier à 11h, le Préfet de la Région Occitanie est reçu à Tarbes, à l'Hôtel du Département, par les Autorités locales. A cette occasion, les salariés de l'usine TOUPNOT, avec l'appui de la CGT, organisent un rassemblement, pour demander l'appui de l'Etat. Comme tous les grands groupes industriels, COFIGEO reçoit des aides publiques. L'Etat a donc son mot à dire pour l'avenir de l'usine TOUPNOT. Les salariés placent leur espoir dans l'engagement de l'Etat, des élus locaux et des citoyens à leurs côtés pour garder dans les Hautes-Pyrénées l'un des derniers fleurons de l'industrie locale.